

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

23 MARS 2011

Le sommet climatique de l'ONU de Cancún

## RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES FINANCES ET DES AFFAIRES  
ÉCONOMIQUES ET  
DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES SOCIALES  
PAR  
**MMES ARENA  
ET THIBAUT**

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

23 MAART 2011

De VN-Klimaattop van Cancún

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE FINANCIËN EN VOOR  
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN  
EN DE COMMISSIE VOOR  
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
**DE DAMES ARENA  
EN THIBAUT**

Composition de la commission des Finances et des Affaires économiques /  
Samenstelling van de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden :

**Président / Voorzitter :** Frank Vandenbroucke.

### Membres / Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Grootte, Lieve Maes, Luc Sevenhans.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Peter Van Rompuy.
sp.a	Johan Vande Lanotte, Frank Vandenbroucke.
Open Vld	Alexander De Croo.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Dimitri Fourny.

### Suppléants / Plaatsvervangers :

Huib Broers, Piet De Bruyn, Liesbeth Homans, Danny Pieters, Karl Vanlouwe.  
Paul Magnette, Philippe Mahoux, Fabienne Winckel, Olga Zrihen.  
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans.  
Jan Durnez, Cindy Franssen, Rik Torfs.  
Ludo Sannen, Guy Swennen, Güler Turan.  
Rik Daems, Bart Tommelein.  
Yves Buysse, Filip Dewinter.  
Marcel Cheron, Cécile Thibaut.  
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

Composition de la commission des Affaires sociales : / Samenstelling van de commissie voor de Sociale Aangelegenheden :

**Président / Voorzitter :** Rik Torfs.

### Membres / Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Grootte, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Paul Magnette, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brotchi, Dominique Tilmans.
CD&V	Rik Torfs, Cindy Franssen.
sp.a	Marleen Temmerman, Frank Vandenbroucke.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

### Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.  
Hassan Bousetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux, Muriel Targnion.  
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.  
Wouter Beke, Sabine de Bethune, Dirk Claes.  
Bert Anciaux, Ludo Sannen, Güler Turan.  
Rik Daems, Guido De Padt.  
Yves Buysse, Bart Laeremans.  
Marcel Cheron, Zakia Khattabi.  
Francis Delpérée, Dimitri Fourny.

## I. INTRODUCTION

La commission des Finances et des Affaires économiques et la commission des Affaires sociales ont eu, le 9 février 2011, un échange de vues sur les résultats du sommet de Cancún sur le climat organisé sous l'égide des Nations unies.

L'exposé introductif du ministre démissionnaire du Climat et de l'Énergie a été suivi d'un échange de vues.

## II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DU CLIMAT ET DE L'ÉNERGIE

Fait exceptionnel dans l'histoire des Nations unies, par trois fois les délégations des 193 pays réunis à la conférence de Cancún sur le changement climatique ont réservé une ovation debout à la présidence mexicaine. Après trois ans de négociations post-Kyoto, passant notamment par Bali, Poznan et Copenhague, et après quinze jours de discussions tendues au point de pouvoir se rompre à tout moment, les nations du monde sont enfin parvenues à s'engager formellement à lutter ensemble contre le réchauffement climatique.

Oubliées l'amertume de Copenhague et la profonde déception de la société civile. Même s'il appelle encore de longs travaux, le système international mis en place il y a près de quinze ans à Kyoto a désormais un avenir.

Au-delà de la légitime satisfaction des négociateurs enfin arrivés à bon port, le triomphe fait à la présidence mexicaine comporte une signification plus profonde: Cancún est un exemple convaincant de ce nouveau multilatéralisme dont on ne voyait, jusqu'ici, que peu de preuves tangibles.

Un mois après l'accord de Nagoya sur la biodiversité, ce nouvel accord démontre que le système des Nations unies, souvent taxé de lent, de lourd, d'opacité et d'inefficacité, fonctionne bel et bien. Adopté par consensus, en dépit de l'opposition farouche de la Bolivie, l'accord de Cancún est le résultat d'un très gros effort de compréhension et d'ajustement mutuels, dans le plus grand respect de la souveraineté de chaque nation. Bien sûr, un tel processus, dans la mesure où il repose sur la volonté et le sens du compromis plutôt que sur des rapports de force, est condamné à connaître des atterrissements, des crises et des ruptures provisoires. Mais dans le monde post-hégémonique d'aujourd'hui, il a fait la preuve — pour paraphraser Churchill — qu'il est le plus mauvais système à l'exclusion de tous les autres.

## I. INLEIDING

De commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden en de commissie voor de Sociale Aangelegenheden hielden op 9 februari 2011 een gedachtewisseling over de resultaten van de VN-Klimaatop van Cancún.

De inleidende uiteenzetting van ontslagnemend minister van Klimaat en Energie werd gevolgd door een gedachtewisseling.

## II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN KLIMAAT EN ENERGIE

Unieke gebeurtenis in de geschiedenis van de Verenigde Naties, tot drie keer toe kreeg het Mexicaanse voorzitterschap een staande ovatie van de delegaties van de 193 aanwezige landen voor de conferentie over klimaatverandering in Cancún. Na drie jaar post-Kyoto-onderhandelingen in onder andere Bali, Poznan en Kopenhagen, en na 15 dagen van intens debatteren, op het scherp van de snee en soms met het gevoel dat dit wel eens het einde kon betekenen, zijn de landen van over heel de wereld er toch in geslaagd om zich formeel te engageren om samen de strijd aan te gaan tegen de opwarming van het klimaat.

Daarmee is de bittere pil van Kopenhagen doorgeslikt, samen met de ontgoocheling van de *civil society*. Ook al hebben we nog veel werk voor de boeg, het is nu duidelijk dat het internationale systeem, dat ongeveer 15 jaar geleden in Kyoto werd geïntroduceerd, een toekomst heeft.

Naast de terechte voldoening van de onderhandelaars over het bereikte akkoord heeft deze triomf een diepere betekenis voor het Mexicaanse voorzitterschap: Cancún is een overtuigend voorbeeld van het feit dat het multilateralisme werkt, iets waar totnogtoe weinig tastbare bewijzen voor waren.

Een maand na het akkoord van Nagoya over biodiversiteit, toont dit nieuwe akkoord aan dat het systeem van de VN, dat vaak als traag, zwaar, obscuur en ondoeltreffend omschreven wordt, wel degelijk werkt. Het akkoord van Cancún dat ondanks sterke weerstand van Bolivia via consensus bereikt werd, is het resultaat van het enorme werk dat geleverd werd op het vlak van wederzijds begrip en aanpassingen. En wel met het hoogste respect voor de soevereiniteit van elke staat. Uiteraard is een proces dat rust op de wil en zin voor compromis, eerder dan op machtsverhoudingen, veroordeeld tot getreuzel, crisissen en tijdelijke breuken. Maar in deze wereld van posthegemonie is dit wel, om Churchill te parafraseren, het slechtste systeem na uitsluiting van alle andere systemen.

Ce nouveau multilatéralisme reflète aussi un ré-équilibre progressif et irréversible des rapports de force internationaux, visible à l'œil nu tout au long de ces négociations. Sans doute le profil bas affiché par les États-Unis s'explique-t-il par la gêne que l'administration Obama éprouve pour la grande modestie de ses objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, qui lui interdisent de prendre le leadership. Mais les négociateurs états-uniens ont aussi témoigné, tout au long de ces débats, d'une humilité qui s'est traduite par un engagement multilatéral sincère. Consciente de sa puissance démographique et économique, la Chine a su quant à elle ne pas s'enfermer dans une confrontation stérile avec les États-Unis et l'Europe, et accepter un compromis qui ne l'enthousiasmerait pas. Quant aux représentants des pays émergents, tels que l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, et les pays d'Amérique latine et centrale, réunis autour d'une présidence mexicaine impeccable dans son souci d'assurer le niveau le plus élevé de transparence et d'ouverture des débats, ils ont été des médiateurs incontournables entre pays en développement et nations industrialisées.

L'Union européenne et sa présidence belge ont manifestement retrouvé leur place dans ce nouveau paysage international. Principale victime du naufrage de Copenhague, l'UE a tiré, depuis lors, les leçons de son échec. Elle a compris que s'ériger en leader moral et en donneur de leçons, refuser de reconnaître sa responsabilité historique dans le changement climatique et exiger un accord contraignant sans parler du fond, ne mène à rien. Dans ce nouveau multilatéralisme, Cancún est un exemple éloquent du rôle de jeteur de ponts que l'UE est appelée à jouer entre toutes les régions du monde, en particulier avec ces pays d'Afrique auxquels elle est si intimement liée. L'Union européenne a également appris à tirer profit de manière optimale de sa diversité : elle n'est jamais aussi forte que lorsque la Commission parle en son nom et lorsque ses États membres sont capables d'exploiter leurs relations privilégiées avec les autres régions du monde (les Britanniques avec les États-Unis et les anciens pays du Commonwealth, les Espagnols en Amérique centrale et latine, la France et la Belgique en Afrique, les pays d'Europe centrale et la Finlande avec la Russie et les anciennes républiques soviétiques ...). Elle est ainsi parvenue à laver l'affront de Copenhague, avec modestie et détermination et en montrant qu'elle était prête à s'intégrer dans ce « nouveau paradigme » que le Mexique, soutenu par beaucoup d'autres nations, a amorcé.

L'accord de Cancún consiste en un ensemble équilibré de décisions qui ouvre la voie à l'élaboration d'un accord global sur le climat pour la période postérieure à 2012. Si cet accord s'inscrit dans la ligne des fondements posés à Copenhague il y a un an, son approbation amène aussi les Nations unies à déplacer

Dit nieuwe multilateralisme weerspiegelt ook een progressief en onomkeerbaar evenwichtsherstel van de internationale machtsverhoudingen, hetgeen tijdens deze onderhandelingen met het blote oog te zien was. De *low profile* houding van de VS is ongetwijfeld te verklaren door de gêne die de administratie van Obama voelt ten opzichte van hun zeer bescheiden doelstellingen met betrekking tot de CO<sub>2</sub>-uitstoot. Dit weerhoudt er hen van om een leidersrol te spelen. Maar de onderhandelaars van de VS getuigden tijdens de debatten ook van bescheidenheid, die zich vertaalde in een oprecht multilateraal engagement. Zich bewust van zijn demografische en economische macht, kon China zich niet in een steriele confrontatie met de VS en Europa opsluiten en een compromis aanvaarden waar ze niet enthousiast over zouden zijn. En voor wat de vertegenwoordigers van de opkomende landen betreft, zoals India, Zuid-Afrika, Brazilië en de Latijns- en Centraal-Amerikaanse landen : zij waren onmisbare bemiddelaars tussen de ontwikkelingslanden en geïndustrialiseerde landen. Allen verenigd rond een uitstekend Mexicaans voorzitterschap, dat een zo hoog mogelijk niveau van transparantie en open debatten ambieerde.

De EU en haar Belgisch voorzitterschap hebben in dit nieuwe internationale landschap hun plaats duidelijk terug opgeëist. Als grootste slachtoffer van de mislukking in Kopenhagen, heeft de EU sindsdien belangrijke lessen getrokken. Ze heeft begrepen dat zich als morele leider te gedragen, lessen te geven aan anderen, haar historische verantwoordelijkheid in de klimaatverandering weigeren te erkennen en een dwingend akkoord te eisen zonder over de inhoud te spreken, nergens toe leidt. In dit nieuwe multilateralisme is Cancún een sprekend voorbeeld van de rol van de EU als bruggenbouwer tussen alle regio's van de wereld, en met die van Afrika in het bijzonder, gezien hun intieme band. De EU heeft ook geleerd om haar verscheidenheid optimaal te benutten : de EU is nooit zo sterk dan wanneer de Commissie uit haar naam spreekt en wanneer haar lidstaten hun geprivilegieerde relaties met andere regio's (de Britten met de VS en de voormalige landen van de Commonwealth, de Spanjaarden met Centraal- en Latijns-Amerika, België en Frankrijk met Afrika, de landen van Centraal-Europa met Finland, Rusland en de voormalige Sovjetstaten, ...) ten voordele van heel de EU kunnen exploiteren. Zo heeft de EU het affront van Kopenhagen kunnen doorspoelen, met bescheidenheid en vastberadenheid en door te laten zien dat ze bereid is mee te stappen in dit « nieuwe paradigma » dat Mexico, gesteund door vele anderen, heeft ingezet.

Het akkoord van Cancún bestaat uit een evenwichtig pakket aan beslissingen dat het pad effent voor de uitwerking van een globaal klimaatakkoord voor de periode na 2012. Dit akkoord bouwt voort op de bouwstenen die in Kopenhagen een jaar geleden werden vastgelegd, maar met de goedkeuring van dit

des balises par la consolidation des fondements mais aussi par le lancement, l'année prochaine, d'un processus de négociations à deux voies.

Concrètement, l'accord de Cancún prévoit les éléments définis ci-après.

Pour la première fois, l'objectif des 2 degrés est inscrit dans le processus des Nations unies. Les émissions globales devront atteindre leur pic aussi rapidement que possible. Dans le cadre de la première révision, qui débutera en 2013 et devra être terminée pour 2015, il faudra examiner si le renforcement de l'objectif global de réduction, en ce compris la limitation de la hausse de la température mondiale à 1,5° C, pourra être pris en considération.

L'accord vise aussi à faire en sorte que les engagements pris (les «*pledges*») par les pays développés ainsi que par les pays en développement en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre soient ancrés dans les deux voies de négociations, à savoir la «*voie Kyoto*» et la «*voie de la Convention*».

L'accord reconnaît que les pays développés ont une responsabilité historique et qu'ils devront aussi de ce fait prendre l'initiative dans la lutte contre les changements climatiques. Une «*juste transition*» doit être assurée.

Un appel explicite est lancé aux parties signataires de l'accord de Kyoto afin que celles-ci revoient leurs ambitions à la hausse de manière que l'objectif des 2° C demeure réalisable. Pour ce faire, elles devront tenir compte des recommandations scientifiques figurant dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, qui a été approuvé. Ce rapport précise que d'ici à 2020, les pays développés devront réduire leurs émissions de manière que celles-ci soient inférieures de 25 à 40 % à celles de 1990.

Une percée majeure pour les pays en développement est l'approbation du «*Cadre de Cancún sur l'adaptation*» qui permettra enfin de mettre pleinement en valeur cette composante de la politique climatique. En raison de leur vulnérabilité, les pays les moins avancés bénéficient d'une attention spécifique. Non seulement on lance un processus en vue de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation sur la base de Programmes d'action nationaux d'adaptation (les PANA), mais on consacre aussi le droit de tous les pays en développement de bénéficier de nouveaux moyens financiers additionnels prévisibles tout en accordant une attention toute particulière à ceux d'entre eux qui sont les vulnérables face aux conséquences négatives des changements climatiques. Il a également été décidé de créer un Comité sur l'adaptation. Un programme de travail distinct est prévu pour les pays exposés à des conditions climatiques extrêmes.

akkoord verlegt tegelijkertijd de VN de bakens door het consolideren van de fundamenteen én door het lanceren van een proces in beide onderhandelings-sporen volgend jaar.

*In concreto* voorziet het Cancún akkoord in de volgende elementen.

Voor de eerste maal werd de 2 graden-doelstelling in het VN-proces ingeschreven. De globale emissies moeten zo snel mogelijk «*peaken*». In het kader van de eerste herziening, die in 2013 van start gaat en tegen 2015 moet afgerond zijn, moet worden nagegaan of de versterking van globale reductiedoelstelling, met inbegrip van de beperking van mondiale temperatuurstijging tot 1,5° C, in overweging kan worden genomen.

Ook voorziet het akkoord de verankering van de gemaakte beloftes (de «*pledges*») voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen van zowel de ontwikkelde als de ontwikkelingslanden in beide onderhandelings-sporen, het Kyoto- en het Conventie-spoor.

Het akkoord erkent dat de ontwikkelde landen een historische verantwoordelijkheid hebben en bijgevolg in de toekomst ook het voortouw moeten nemen in de strijd tegen klimaatverandering. Een «*juiste transitie*» moet worden verzekerd.

Er wordt een expliciete oproep gedaan aan de Kyoto-partijen om hun ambitieniveau op te trekken om de 2° C doelstelling binnen bereik te houden. Deze verhoging van het ambitieniveau moet gevoerd worden in het licht van wat de wetenschap vooropstelt in het goedgekeurde vierde Evaluatierapport van het IPCC. Dit rapport stelt dat de emissies van de ontwikkelde landen tussen 25 en 40 % moeten dalen ten opzichte van 1990 tegen 2020.

Een belangrijke doorbraak voor de ontwikkelingslanden is de goedkeuring van het Cancún Kader over Adaptatie waardoor dit onderdeel van het klimaatbeleid eindelijk ten volle tot zijn recht komt. De Minst Ontwikkelde landen krijgen wegens hun kwetsbaarheid specifieke aandacht. Niet alleen wordt er een proces gelanceerd voor de bevordering van de opmaak en implementatie van nationale adaptatieplannen op basis van Nationale Adaptatieprogramma's (NAPA's), maar ook hebben alle ontwikkelingslanden recht op bijkomende voorspelbare nieuwe financiële middelen, met bijzondere aandacht voor de ontwikkelingslanden die het meest kwetsbaar zijn tegen de negatieve impact van klimaatverandering. Door de bepaling van specifieke functies van het Adaptatiecomité kon dit Comité worden opgericht. Voor landen die blootgesteld zijn aan extreme weersomstandigheden wordt er een apart werkprogramma voorzien.

Les règles de transparence ont été consolidées en ce qui concerne la réalisation des objectifs des pays en développement et les actions que ceux-ci entreprennent volontairement en vue de contrôler les progrès réalisés en matière de réductions des émissions. Pour les pays développés, les règles doivent garantir la comparabilité des efforts et l'exactitude des données. Si les pays en développement sont soumis à des règles de transparence différentes de celles des pays développés, c'est parce qu'ils ont des obligations de rapportage moins strictes en termes de fréquence. Ce rapportage vise uniquement à faciliter le suivi, étant donné qu'aucune sanction ne peut être imposée. Les actions entreprises seront contrôlées et analysées par une équipe internationale.

Le secrétariat de la CCNUCC tiendra à jour un registre de leurs actions de manière à s'assurer que celles-ci correspondent bien aux besoins financiers spécifiques ou autres.

Le « Fonds vert sur le climat » est créé et doté d'une architecture institutionnelle propre. Le financement à long terme à concurrence de 100 milliards de dollars sur une base annuelle d'ici à 2020 a également été inscrit dans le processus des Nations unies. Le rapport de Ban Ki Moon sur le financement à long terme sera une base importante pour la fixation des sources alternatives de financement publiques et privées.

L'accord pose explicitement comme objectif de lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts à l'échelon mondial en veillant, dans une première phase, à ralentir la perte du couvert forestier puis à la stopper définitivement. Cet objectif général ne préfigure en rien la discussion relative aux différentes sources de financement. Pour éviter le risque de « fuite de carbone » (*carbon leakage*), le niveau de référence sera défini au niveau national mais, dans une phase de lancement, des références sous-nationales pourront être utilisées.

La création de nouveaux mécanismes de marché est prise en considération et le fonctionnement des mécanismes existants est amélioré.

Un mécanisme sur la technologie est créé et doté de la structure institutionnelle nécessaire. Celle-ci sera totalement opérationnelle en 2012. Ici aussi, cela ne préfigure en rien les sources de financement possibles. La question relative aux droits de propriété intellectuelle n'est pas prise en compte, ce qui est parfaitement conforme à la position adoptée par l'UE en la matière. Celle-ci estime en effet que cette question ne doit pas être traitée par la CCNUCC.

Par ailleurs, dans le cadre de la « voie Kyoto », plusieurs paramètres ont été définis pour l'ouverture de la seconde période d'engagements sous Kyoto et un processus a été lancé en vue de la fixation d'un plafond pour les émissions générées par l'utilisation des terres et la sylviculture.

De transparantieregels werden geconsolideerd voor de realisatie van de doelstellingen van de ontwikkelingslanden en de vrijwillige acties van ontwikkelingslanden met het oog op het controleren van de gerealiseerde emissiereducties. De regels voor de ontwikkelde landen moeten de vergelijkbaarheid van de inspanningen en de accuraatheid van de gegevens waarborgen. De transparantieregels voor de ontwikkelingslanden verschillen in die zin dat de frequentie van rapporteringsverplichtingen lager ligt dan deze van de ontwikkelde landen. De rapportering heeft enkel een faciliterende rol gezien het niet kan leiden tot het opleggen van sancties. Deze acties zullen door een internationaal team gecontroleerd en geanalyseerd worden.

Het UNFCCC-secretariaat zal een register van hun acties bijhouden om na te gaan of deze overeenstemmen met de specifieke financiële of andere noden.

Het « Groen Klimaatfonds » wordt opgericht, aangevuld met de bijhorende institutionele architectuur. De lange termijnfinanciering ten bedrage van 100 miljard dollar op jaarbasis tegen 2020 werd in het VN-proces verankerd. Het Ban Ki Moon rapport over de lange termijnfinanciering zal als belangrijke insteek dienen voor de bepaling van de alternatieve private en publieke financieringsbronnen.

Het akkoord stelt expliciet dat de mondiale ontbossing en bosdegradatie in eerste fase moeten dalen waarna ze volledig moet worden stopgezet. Deze algemene doelstelling doet geen voorafname op de discussie over de verschillende financieringsbronnen. Om het risico op « *carbon leakage* » te vermijden zal het referentieniveau op nationaal niveau worden vastgelegd, maar in een beginfase aanvaardt men het gebruik van subnationale referenties.

De oprichting van nieuwe marktmechanismen wordt in overweging genomen en de werking van bestaande wordt verbeterd.

Het Mechanisme over Technologie, wordt opgericht en aangevuld met de nodige institutionele structuur die in 2012 volledig operationeel zal zijn. Ook hier wordt er geen voorafname gedaan over de mogelijke financieringsbronnen. De kwestie over intellectuele eigendomsrechten wordt niet opgenomen, hetgeen volledig in lijn is met het EU standpunt terzake. Deze kwestie moet volgens de EU niet door het UNFCCC worden aangepakt.

Onder het Kyotospoor werden verder een aantal parameters voor de start van de tweede verbintenisperiode onder Kyoto vastgelegd en een proces gelanceerd voor de bepaling van een bovengrens voor de emissies die gegenereerd worden door het landgebruik en bosbouw.

L'accord ne préfigure en rien la forme juridique du régime climatique à venir mais ne ferme pas pour autant la porte à l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant. En effet, il prévoit la possibilité de faire approuver un nouveau protocole qui soit, par essence, juridiquement contraignant.

L'accord de Cancún constitue une avancée majeure car il pose les fondements d'un régime climatique futur et confirme le rôle du multilatéralisme.

À Durban (Afrique du Sud), il faudra poursuivre les négociations sur un certain nombre de sujets, à commencer par la forme juridique.

Par ailleurs, il faudra :

— définir l'objectif global de réduction à l'horizon 2050;

— et fixer la date du « pic » des émissions globales.

Sur la table des négociations, il faudra mettre aussi la composition et les modalités du Comité sur l'adaptation ainsi que l'élaboration concrète du programme de travail destiné à aider les pays confrontés à des conditions climatiques extrêmes.

Il faudra définir une série de directives au sujet de l'application des règles de transparence tant pour les pays développés que pour les pays en développement. Ainsi, il faudra fixer, par exemple, les modalités de consultation, au niveau international, des actions volontaires des pays en développement.

À Durban, des recommandations seront formulées au sujet des sources de financement alternatives dans le cadre de la lutte contre la déforestation. Les nouveaux mécanismes de marché seront effectivement mis en place.

Chaque année, les pays développés devront remettre un rapport sur la concrétisation du financement « *fast-start* ».

La poursuite de l'opérationnalisation de l'architecture institutionnelle relative à la technologie sera également à l'ordre du jour, en plus de la fixation de la portée et des modalités de la première révision.

La solide équipe mise en place par la présidence belge de l'UE s'est énormément investie à Cancún, ce qui a eu indéniablement un impact positif au sein de l'UE. L'équipe a fait en sorte que l'Union parle toujours d'une seule voix.

À la suite du dernier Conseil Environnement qui a eu lieu le 20 décembre durant la présidence belge, notre pays a passé le flambeau à la Hongrie. Celle-ci aura déjà, dès le début de l'année 2011, plusieurs missions importantes à remplir dans le cadre de la

Het akkoord doet geen voorafname op de juridische vorm van het toekomstige klimaatregime, maar sluit tegelijkertijd niet de deuren voor het aanvaarden van een juridisch bindend instrument. Het voorziet immers in de mogelijkheid voor de goedkeuring van een nieuw protocol, dat in essentie juridisch bindend is.

Het Cancún akkoord is een fundamentele stap voorwaarts omdat het de bouwstenen vastlegt voor een toekomstig klimaatregime en de rol van het multilateralisme bevestigt.

In Durban (Zuid-Afrika) zullen de onderhandelingen over de volgende onderwerpen moeten worden voortgezet. Om te beginnen zal er een discussie gevoerd worden over de juridische vorm.

Verder moet :

— de globale reductiedoelstelling tegen 2050;

— en de datum voor het « peaken » van de globale emissies worden vastgelegd.

Ook zullen de samenstelling en modaliteiten van het Adaptatiecomité en de concrete uitwerking van het werkprogramma om landen bij te staan die geconfronteerd worden met extreme weersomstandigheden op de onderhandelingstafel liggen.

Een reeks richtlijnen voor de implementatie van de transparantieregels voor zowel ontwikkelde als ontwikkelingslanden moeten worden uitgewerkt. Dit slaat bijvoorbeeld op de modaliteiten voor de internationale consultatie van de vrijwillige acties van de ontwikkelingslanden.

Durban zal aanbevelingen formuleren over de alternatieve financieringsbronnen in de strijd tegen ontbossing. De nieuwe marktmechanismen zullen daadwerkelijk worden opgericht.

De ontwikkelde landen zullen op jaarbasis een rapport moeten overmaken over de concrete invulling van *fast-start* financiering.

Ook staat de verdere operationalisering van de institutionele architectuur over technologie op de agenda, naast de bepaling van de reikwijdte en de modaliteiten voor de eerste herziening.

Het sterke team van het Belgisch EU-voorzitterschap heeft zich in Cancún zeer hard ingezet, hetgeen ongetwijfeld een positieve impact had binnen de EU. Het team heeft ervoor gezorgd dat de EU steeds op één lijn stond.

Na de laatste Milieuraad van 20 december tijdens het Belgisch voorzitterschap gaf ons land de fakkel door aan Hongarije, dat begin 2011 reeds een aantal belangrijke opdrachten heeft in het kader van de voorbereiding van een aantal commissies over de te

préparation des thèmes qui seront abordés lors de la prochaine Conférence sur le Climat qui se tiendra à Durban en Afrique du Sud (du 29 novembre au 9 décembre 2011).

### III. ÉCHANGE DE VUES

#### A. Questions et remarques des membres

Mme Thibaut rappelle que le ministre était à Cancún durant le segment ministériel, en compagnie des ministres régionaux. La qualité du travail de la délégation belge a été unanimement reconnue, avec une belle « union » entre les négociateurs issus des diverses administrations belges. Néanmoins, les séances de négociations préliminaires à la Conférence de Cancún ont mis en évidence des conflits de compétences entre la ministre flamande de l'Environnement, Mme Schauvliege, qui avait la responsabilité d'occuper le siège de la présidence du Conseil, et le ministre Magnette qui aurait dû assurer la coordination nationale dans le cadre multilatéral. Ce conflit aurait eu des effets négatifs sur la proactivité de la présidence belge. Quel est l'analyse *a posteriori* du ministre du manque de clarté de la répartition des compétences? A-t-il des pistes pour améliorer cet état de fait?

Comme le ministre a souligné, la Conférence de Cancún a permis d'obtenir des accords importants sur la « machinerie » visant à rendre concret un futur accord mondial. Néanmoins, il reste à solutionner deux problèmes importants: une entente sur les objectifs contraignants et chiffrés et surtout, un accord sur la manière de financer la lutte contre les changements climatiques (taxes carbone, taxes sur les transports aériens, prélèvement sur les transactions des droits d'émission, etc ...). Comment le ministre compte-t-il convaincre ses collègues du gouvernement fédéral pour s'engager financièrement dans le long terme en vertu de l'accord de Cancún? Cette discussion a-t-elle lieu au sein du gouvernement? Quel est selon le ministre les pistes les plus crédibles pour le financement?

Il y a maintenant deux ans déjà, la Cour des Comptes dans son rapport sur la politique fédérale climatique mettait en évidence le manque de coordination des politiques avec les entités fédérées. Hors, inscrire la Belgique dans ses objectifs contraignants européens pour 2020 (le paquet énergie climat) est essentiel, pour respecter également le futur accord mondial. Le ministre a-t-il progressé sur cette coordination défailante? A-t-il des résultats sur l'analyse du plan national climat?

Mme Van dermeersch estime que l'empreinte écologique du ministre a été énormément accrue par le nombre exubérant de personnes qui l'ont accompagné dans le cadre de la délégation belge. On peut s'imaginer

behandelen onderwerpen tijdens de volgende Klimaat-top in Durban, Zuid-Afrika (die van 29 november tot en met 9 december 2011 zal plaatsvinden).

### III. GEDACHTEWISSELING

#### A. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Thibaut wijst erop dat de minister in Cancún het gedeelte voor de ministers heeft bijgewoond, samen met de gewestministers. De kwaliteit van het werk van de Belgische delegatie werd unaniem op prijs gesteld. Er was een mooie samenwerking tussen de onderhandelaars van de verschillende Belgische administraties. Uit de onderhandelingsvergaderingen vóór de Conferentie van Cancún is gebleken dat er een bevoegdheidsconflict bestaat tussen Vlaams minister van Leefmilieu, mevrouw Joke Schauvliege, die de zetel van het voorzitterschap kreeg, en minister Magnette die de nationale coördinatie in een multilateraal kader moest opnemen. Dit zou negatieve gevolgen hebben gehad op de proactiviteit van het Belgische voorzitterschap. Hoe bekijkt de minister deze onduidelijke bevoegdheidsverdeling achteraf? Zijn er plannen om dit te verbeteren?

Zoals de minister al zei, heeft de Conferentie van Cancún tot een aantal belangrijke akkoorden geleid om een toekomstig wereldwijd akkoord concreter te maken. Toch moeten er nog twee grote problemen worden opgelost: overeenstemming over bindende en becijferde doelstellingen en vooral een akkoord over de financiering van de strijd tegen de klimaatverandering (koolstofaks, taks op luchtvervoer, heffing op transacties met emissierechten, ...). Hoe gaat de minister zijn collega's in de federale regering overtuigen om in overeenstemming met het akkoord van Cancún een langetermijnfinanciering aan te gaan? Is hierover gesproken binnen de regering? Wat zijn volgens de minister de meest geschikte financieringsmogelijkheden?

Twee jaar geleden stelde het Rekenhof in zijn verslag over het federale klimaatbeleid de gebrekkige coördinatie met de deelgebieden aan de kaak. Om het toekomstige wereldwijde akkoord te kunnen naleven moet België echter wel de dwingende Europese doelstellingen voor 2020 onderschrijven. Heeft de minister al werk gemaakt van een betere coördinatie? Zijn er resultaten van de analyse van het nationaal klimaatplan?

Mevrouw Van dermeersch is van mening dat de ecologische voetafdruk van de minister enorm vergroot is door het exuberante aantal personen dat met de Belgische delegatie is meegereisd. Men kan zich

ce que cela aurait donné si la délégation chinoise avait envoyé proportionnellement autant de personnes ! Cette boutade témoigne du scepticisme climatique de l'intervenante. Bien que celle-ci soit, elle aussi, partisane de limiter à moins de 2 % le réchauffement climatique et qu'elle plaide en faveur d'un équilibre entre l'homme et l'environnement, elle refuse de céder à l'engouement climatique effréné actuel et à tout frein que l'on voudrait imposer à l'économie et à la science. En particulier en ce qui concerne ce dernier point, elle souligne que l'on ne dispose pas encore de preuves suffisantes quant à l'impact de l'activité humaine sur le réchauffement climatique. Tout cela la rend sceptique. Elle plaide néanmoins pour une réduction des émissions sur la base des progrès scientifiques et des évolutions technologiques, mais elle constate que l'accord conclu à l'issue de la Conférence de Cancún sur le climat est pratiquement muet à ce sujet.

Après le fiasco de la Conférence de Copenhague, il faut néanmoins reconnaître qu'un souffle nouveau a pu être insufflé au multilatéralisme. C'est une bonne chose, car l'approche multilatérale est la seule possible selon Mme Van dermeersch. Jusqu'à présent, le protocole de Kyoto est cependant le seul document juridiquement contraignant qui existe. Que pense le ministre d'un « Kyoto bis » ? Est-ce à ses yeux une chose souhaitable ? L'élaboration d'un tel accord est-elle en vue ? Si ce projet devait se concrétiser, estime-t-il que notre pays devrait y adhérer ? La traduction juridique des résultats de la Conférence sur le climat est inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion, mais, selon l'intervenante, on est encore à mille lieux d'un accord équitable, ambitieux et juridiquement contraignant. Elle souligne qu'actuellement, les pays signataires du protocole de Kyoto ne sont plus responsables que de 15 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>. Les gros pollueurs sont les grands pays tels que la Russie, le Canada, les États-Unis et la Chine, mais le grand point d'interrogation est de savoir dans quelle mesure ils accepteront de s'engager effectivement sur la voie de résultats juridiquement contraignants.

Le ministre a-t-il une idée du coût social et financier que tout cela représente ? Quels sont les changements concrets pour l'Europe ? Quels sont les objectifs concrets à atteindre ? Mme Van dermeersch reconnaît que le processus de négociations multilatérales a été sauvé à Cancún, mais on peut se demander si le climat l'a été pour autant. Une chose est sûre : le sauvetage des relations entre les pays industriels et les pays plus pauvres aura un coût très élevé. On parle de 100 milliards de dollars qui seront mis à la disposition des pays vulnérables par le biais du fonds pour le climat. Concrètement, quels sont les pays qui alimenteront ce fonds ? Et quels sont ceux qui en bénéficieront ?

Mme Van dermeersch souhaite en outre savoir combien de compatriotes ont effectivement pris la

inbeelden wat het effect zou zijn indien de Chinese delegatie verhoudingsgewijs evenveel mensen zou hebben afgevaardigd ! Deze boutade toont aan dat spreekster een klimaatsepticus is. Hoewel zij er ook voorstander van is dat de aarde met minder dan 2 % opwarmt en pleit voor een evenwicht tussen mens en milieu, verzet zij zich tegen de exuberante klimaat-hype en het kortwieken van economie en wetenschap. Zeker wat dit laatste betreft, onderstreept het lid dat er voornamelijk onvoldoende bewijzen voorhanden zijn van de invloed van de menselijke activiteit op de opwarming van het klimaat. Dit alles maakt haar sceptisch. Zij pleit niettemin voor een emissiereductie op basis van wetenschappelijke vooruitgang en technologische ontwikkelingen, maar stelt vast dat hierover vrijwel niet wordt gesproken in het akkoord dat het resultaat is van de Klimaatop in Cancún.

Het klopt wel dat, na het débâcle in Copenhague, er opnieuw een manier is gevonden om multilateraal te onderhandelen. Dat is een goede zaak, vermits de multilaterale aanpak volgens mevrouw Van dermeersch de enig mogelijk is. Tot nog toe is het Kyotoprotocol echter het enig juridisch bindend document dat voorhanden is. Wat is de houding van de minister ten opzichte van een « Kyoto bis » ? Vindt hij dit wenselijk ? Is er zicht op de eventuele totstandkoming ervan ? Vindt hij dat, mocht dit worden verwezenlijkt, ons land zich hierin moet inschrijven ? De juridische vertaling van de resultaten van de Klimaatop staat op de agenda van een volgende bijeenkomst, maar volgens spreekster staat men nog mijlenver van een rechtvaardig, ambitieus, eerlijk en juridisch bindend document. Zij wijst erop dat de landen die het toenmalige Kyotoprotocol hebben ondertekend, nog slechts verantwoordelijk zijn voor 15 % van de wereldwijde CO<sub>2</sub>-uitstoot. Het zijn de grote landen, zoals Rusland, Canada, de Verenigde Staten en China die de grote vervuilers zijn, en het is nog zeer de vraag in welke mate zij zich daadwerkelijk tot juridisch afdwingbare resultaten zullen willen engageren.

Heeft de minister een zicht op de maatschappelijke en financiële kostprijs van dit alles ? Welke zijn de concrete veranderingen voor Europa ? Welke concrete doelstellingen moeten worden bereikt ? Mevrouw Van dermeersch erkent dat de multilaterale wijze van onderhandelen in Cancún gered werd, maar het is zeer de vraag of het klimaat daardoor gered werd. Vast staat dat het redden van de relaties tussen de industrielanden en de armere landen veel geld zal kosten. Er is sprake van 100 miljard dollar, die via het Klimaatfonds ter beschikking wordt gesteld van de kwetsbare landen. Welke landen zullen concreet dit fonds spijzen ? Welke landen zullen hieruit hun voordeel halen ?

Verder wenst mevrouw Van dermeersch te vernemen hoeveel landgenoten daadwerkelijk het woord



parole au nom des Régions, de l'autorité fédérale et de l'Union européenne. Quel a été le temps de parole accordé à notre pays ?

Par ailleurs, qu'en est-il du contrôle de la réduction des émissions ? C'est un élément qui était inscrit à l'ordre du jour, mais dont on rediscutera manifestement plus tard. Qui contrôle ce point pour notre pays ? Des mesures sont-elles réalisées en la matière ? Qui tient à jour les données statistiques ? Comment notre pays est-il contrôlé par la communauté internationale ?

Enfin, Mme Van dermeersch souhaite connaître la répartition interrégionale des efforts à consentir. Il est trop facile de dire que la vieille industrie polluante de Wallonie sera démantelée tandis que d'importants efforts sont fournis du côté flamand pour diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>. L'intervenante estime que ces efforts ne peuvent être consentis que dans la mesure où cela se justifie d'un point de vue technologique et scientifique.

Mme Arena remercie la délégation belge pour le travail accompli à Cancun. Se référant à la campagne orchestrée contre le GIEC, elle se demande comment cette institution a, depuis lors, pu retrouver sa crédibilité en termes de qualité et de fiabilité scientifique.

En ce qui concerne le fonds pour le climat et le «Fast Start», Mme Arena estime qu'il s'agit d'instruments à moyen terme. Le mode d'alimentation de ce fonds n'est pas clair à l'heure actuelle. Une décision sera sans doute prise à ce sujet dans le courant de l'année, en Afrique du Sud. La question qui se pose est toutefois de savoir comment faire face aux problèmes les plus urgents, comme les nombreuses inondations qui résultent du réchauffement climatique. Cela se fera-t-il également par le biais dudit fonds ou des moyens spécifiques seront-ils mobilisés à cet égard ? Ce point n'est pas clair.

De quelle manière les décisions seront-elles prises en ce qui concerne l'affectation des moyens du fonds pour le climat ? A-t-on déjà pris des décisions à ce sujet à Cancun ou la question sera-t-elle prochainement tranchée en Afrique du Sud ?

Enfin, Mme Arena souligne le lien explicite entre la lutte contre la déforestation et la politique de coopération au développement. En effet, les décisions du FMI, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque mondiale destinées à soutenir un certain type d'agriculture portent leurs fruits en matière de préservation forestière dans certains pays.

hebben genomen namens de gewesten, de federale overheid en de Europese Unie. Hoeveel spreektijd werd ons land toegemeten ?

Hoe zit het overigens met de controle op de uitstootreductie ? Dit is een element dat op de agenda stond, maar blijkbaar later opnieuw zal worden besproken. Wie controleert dit voor wat ons land betreft ? Hoe wordt dit gemeten ? Wie houdt de statistische gegevens bij ? Hoe wordt ons land gecontroleerd door de internationale gemeenschap ?

Ten slotte wenst mevrouw Van dermeersch de verdeling over de gewesten te kennen van de inspanningen die moeten gebeuren. Het is al te gemakkelijk om te stellen dat de oude, vervuilende industrie in Wallonië afgebouwd wordt terwijl aan Vlaamse kant vele inspanningen worden geleverd om de CO<sub>2</sub>-uitstoot naar beneden te brengen. Spreekster meent dat deze inspanningen slechts mogen gebeuren voor zover dit technologische en wetenschappelijk verantwoord is.

Mevrouw Arena dankt de Belgische delegatie voor het werk dat in Cancun werd gepresteerd. Zij verwijst naar de georchestreeerde campagne die tegen het ICCP werd gevoerd. Hoe heeft deze instelling sedertdien zijn geloofwaardigheid teruggevonden op het vlak van wetenschappelijke betrouwbaarheid en kwaliteit ?

Wat het klimaatfonds en de «Fast start» betreft, meent mevrouw Arena dat het gaat om instrumenten op middellange termijn. Het is nu niet duidelijk op welke wijze dit fonds zal worden gespijsd; wellicht wordt hierover later dit jaar, in Zuid-Afrika, een beslissing genomen. De vraag is echter op welke wijze de meest dringende problemen, zoals bijvoorbeeld de veelvuldige overstromingen die het gevolg zijn van de klimaatopwarming, zullen worden aangepakt. Zal dit eveneens via dit fonds gebeuren of worden hiervoor aparte middelen aangesproken ? Dit is niet duidelijk.

Op welke wijze zullen de beslissingen worden genomen over de besteding van de middelen van het klimaatfonds ? Werden hierover in Cancun reeds beslissingen genomen of zal dit ook pas in Zuid-Afrika worden beslist ?

Ten slotte wijst mevrouw Arena op de duidelijke band tussen de strijd tegen de ontbossing en het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking. Zo werpen de beslissingen van het IMF, de Europese Investeringsbank en de Wereldbank om een bepaald type van landbouw te ondersteunen hun vruchten af op het vlak van het behoud van de wouden in sommige landen.

## B. Réponses du ministre

M. Magnette, ministre démissionnant du Climat et de l'Énergie, tient à préciser que les relations entre les quatre ministres présents ont été bonnes avant, pendant et après le sommet de Cancún. Il y a eu une petite discussion mise en épingle par la presse sur la manière dont les responsabilités des uns et des autres seraient précisées. Le ministre admet qu'il y a un relatif vide juridique à cet égard. La solution qui a été trouvée en 2010 par la présidence belge n'était pas tout à fait la même que celle qui avait été trouvée en 2001, mais tous les problèmes avaient bien été tranchés avant le sommet de Cancún. La Région flamande était en charge du conseil « Environnement » et c'était donc la ministre flamande de l'Environnement, Mme Joke Schauvliege, qui coordonnait l'action des 27 États membres.

Le ministre explique que, en tant que représentant du gouvernement fédéral, il conduisait la délégation belge. À certains moments, il représentait également l'Union européenne lors de quelques réunions où il était le seul représentant européen présent. Tout ceci n'a posé aucun problème selon le ministre. Contrairement à Mme Van dermeersch, il pense que c'est utile que les ministres régionaux soient également présents. Il est vrai que c'est toujours le gouvernement fédéral qui représente la Belgique sur la scène internationale pour les négociations multilatérales, mais les régions doivent concrétiser 80 % des accords.

Pour ce qui est du financement, le ministre rappelle que le « *Fast Start* » a été décidé l'année dernière à Copenhague. L'Union européenne a pris position très rapidement par rapport à la décision de Copenhague et elle a défini sa part. Chaque État membre a défini sa part dans ce paquet européen. La Belgique a très vite fait savoir qu'elle contribuerait à concurrence de 150 millions d'euros. L'argent était sur la table à Cancún et on avait bien déterminé à quelles fins il serait utilisé, ce qui était important pour renouer la confiance avec les pays en développement. Le « *Fast Start* » a été conclu pour l'année 2010 et, selon le ministre, on pourra le reproduire pour 2011 et 2012 sans trop de difficultés, nonobstant les circonstances des affaires courantes et du carcan budgétaire. Il va de soi que le financement à long terme sera plus compliqué. Le ministre explique que, dans l'état actuel des choses, il est difficile de donner des réponses précises quant aux aspects multilatéraux et encore moins quant aux implications pour la Belgique.

Le ministre explique qu'au niveau multilatéral, il existe le fonds vert qui doit servir aux politiques « d'adaptation et de mitigation ». La mitigation renvoie aux actions visant à réduire les émissions, l'adaptation renvoie plutôt aux mesures mises en œuvre pour remédier aux effets du changement climatique qui existent déjà. Le fonds vert n'est pas un fonds

## B. Antwoorden van de minister

De heer Magnette, ontslagnemend minister van Klimaat en Energie, wenst te verduidelijken dat de relaties tussen de vier aanwezige ministers voor, tijdens en na de top van Cancún prima waren. Er was een kleine discussie — die door de pers is uitvergroot — over de manier waarop de verantwoordelijkheden zouden worden verdeeld. De minister erkent dat daarover een juridische leemte bestaat. De oplossing die het Belgische voorzitterschap in 2010 heeft gevonden was niet helemaal dezelfde als de oplossing van 2001, maar alle problemen waren zeker van de baan vóór de top van Cancún. Het Vlaamse Gewest had de leiding over de raad « Milieu » en dus was het Vlaams minister van Leefmilieu, Joke Schauvliege, die de actie van de 27 lidstaten coördineerde.

De minister legt uit dat hij, als vertegenwoordiger van de federale regering, de Belgische delegatie leidde. Af en toe vertegenwoordigde hij ook de Europese Unie tijdens vergaderingen waar hij de enige Europese vertegenwoordiger was. Dat heeft volgens de minister geen enkel probleem opgeleverd. Anders dan mevrouw Van dermeersch acht hij de aanwezigheid van de gewestministers nuttig. Het is inderdaad de federale regering die België op het internationale toneel vertegenwoordigt in multilaterale onderhandelingen, maar het zijn de gewesten die 80 % van de uitvoering van de akkoorden voor hun rekening nemen.

Inzake de financiering vermeldt de minister dat over de « *Fast Start* » vorig jaar in Kopenhagen werd beslist. De Europese Unie heeft snel een standpunt ingenomen over de beslissing van Kopenhagen en haar aandeel vastgelegd. Iedere lidstaat bepaalt zijn eigen aandeel in dit Europese pakket. België heeft heel snel 150 miljoen euro toegezegd. In Cancún lag het geld op tafel en is bepaald hoe het zou worden gebruikt; dat is belangrijk om het vertrouwen van de ontwikkelingslanden te herstellen. De « *Fast Start* » werd afgesloten voor het jaar 2010 en zal volgens de minister zonder veel problemen ook in 2011 en 2012 kunnen doorgaan, ondanks de omstandigheden van lopende zaken en de budgettaire beperkingen. Uiteraard zal de financiering op lange termijn ingewikkelder zijn. De minister legt uit dat het momenteel moeilijk is om precieze antwoorden te geven op de multilaterale aspecten en nog moeilijker met betrekking tot de gevolgen voor België.

De minister verduidelijkt dat op multilateraal niveau het groenfonds bestaat dat bedoeld is voor het beleid inzake aanpassing en « mitigatie ». Mitigatie verwijst naar acties om de uitstoot te verminderen, aanpassing betreft veeleer de maatregelen om de gevolgen van de klimaatverandering die nu al bestaan, te bestrijden. Het groenfonds is geen noodfonds waarmee hulp

d'urgence avec lequel on intervient après une catastrophe climatique. Il s'agit d'un fonds destiné à prendre des mesures structurelles d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques et des mesures de mitigation des contributions respectives au réchauffement. Ces structures de financement existent à côté d'autres mécanismes de financement comme le financement spécifique pour la lutte contre la déforestation. Le ministre répond à la sénatrice Arena que ce financement recourra à des fonds déjà disponibles chez d'autres acteurs internationaux, comme la Banque mondiale et le Fonds mondial de l'Environnement qui les coordonnera à nouveau et qui les complétera par d'autres financements pour avoir un financement spécifique contre la déforestation. Le ministre explique que le budget annuel de 100 milliards de dollars ne provient pas uniquement du financement public et il met l'accent sur le fait que les mécanismes des marchés qui ont joué un rôle doivent être réactivés sans que l'on répète les erreurs du passé comme le marché carbone et les difficultés auxquelles celui-ci a donné lieu.

Quant à l'alimentation du fonds vert, le ministre explique qu'à Cancún, il a été dit que l'on allait s'inspirer des pistes dégagées par le rapport Ban Ki-moon sur le financement alternatif. Il s'agit de la taxation des flux financiers internationaux, la taxation du transport aérien et maritime, ... Selon le ministre, ces flux présentent un potentiel énorme de bases taxables pour dégager 100 milliards de dollars. Par rapport au chiffre d'affaires des secteurs aérien et maritime mondiaux et par rapport aux flux financiers, ce montant n'est pas très important. À partir du moment où la volonté politique le permet, il ne sera pas difficile de trouver la part publique des ces 100 milliards de dollars non pas sur des contributions des États mais au niveau transnational sur lequel on n'a aucune prise jusqu'à présent. Le ministre renvoie à la question de Mme Thibaut sur l'attitude de la Belgique et il répète qu'il faudrait qu'il ne s'agisse pas d'une contribution des gouvernements belges à un fonds international, mais d'une décision internationale visant à prélever des taxes sur certains flux. Ce procédé ne devrait donc pas avoir d'implications budgétaires immédiates pour la Belgique et ses entités fédérées.

Pour ce qui est de la coordination des politiques au sein du gouvernement fédéral et de la coordination entre la politique fédérale et les politiques des entités fédérées, le ministre admet qu'il y a encore beaucoup à faire. Le ministre rappelle qu'au niveau fédéral, il avait élaboré un projet de loi « climat » visant à coordonner l'action du gouvernement fédéral et à définir une vision à long terme jusque 2020 et 2050. Le ministre précise que, étant donné que le gouvernement est tombé, le dossier fait partie des archives et pourra éventuellement être repris par son successeur.

Ensuite le ministre répond à la question sur la campagne anti-GIEC. À son avis, cette campagne n'a

wordt geboden na een klimaatramp. Het gaat om een fonds dat bedoeld is om structurele maatregelen te treffen inzake aanpassing aan de nieuwe klimaatomstandigheden en maatregelen voor de mitigatie van de bijdragen aan de opwarming. Deze financieringsstructuren bestaan naast andere financieringsmechanismen zoals de specifieke middelen voor de strijd tegen de ontbossing. De minister antwoordt senator Arena dat de financiering zal komen van fondsen die al beschikbaar zijn bij de andere internationale actoren zoals de Wereldbank en het Wereldmilieufonds, dat zal coördineren en zal aanvullen met andere middelen om specifiek tegen ontbossing te kunnen optreden. De minister legt uit dat het jaarlijks budget van 100 miljard dollar niet alleen overheidsgeld is en benadrukt dat de marktmechanismen die een rol hebben gespeeld, opnieuw moeten worden geactiveerd, zonder evenwel dezelfde fouten te maken als in het verleden, zoals met de koolstofmarkt en de bijhorende problemen.

Voor het stijven van het groenfonds werd in Cancún gezegd dat men zich zou baseren op de suggesties uit het verslag Ban Ki-Moon inzake alternatieve financiering. Dat is een belasting op de internationale financiële stromen, op lucht- en zeetransport, ... Daar zit volgens de minister een enorm potentieel aan belastingen om 100 miljard dollar vrij te maken. In verhouding tot de omzet van de lucht- en scheepvaart wereldwijd en in verhouding tot de financiële stromen is dit geen enorm groot bedrag. Zodra de politieke wil er is, zal het niet moeilijk zijn het overheids gedeelte van deze 100 miljard dollar te vinden, niet via bijdragen van de staten maar op transnationaal niveau, waar men momenteel nog geen grip op heeft. De minister verwijst naar de vraag van mevrouw Thibaut over de houding van België en herhaalt dat het niet de bedoeling kan zijn dat de Belgische regeringen een bijdrage leveren aan een internationaal fonds, maar dat het over een internationale beslissing moet gaan om heffingen op bepaalde geldstromen in te voeren. Er mogen dus geen onmiddellijke budgettaire gevolgen zijn voor België en zijn deelgebieden.

De minister erkent dat er nog veel werk is inzake coördinatie van het beleid binnen de federale regering en van het federale beleid met het beleid van de deelgebieden. De minister wijst erop dat hij op federaal niveau een « klimaat »-wetsontwerp heeft uitgewerkt om de actie van de federale regering te coördineren en een langetermijnvisie tot 2020 en 2050 op te stellen. Hij verduidelijkt dat het dossier door de val van de regering stilligt en eventueel door zijn opvolger kan worden overgenomen.

Vervolgens antwoordt de minister op de vraag over de anti-IPCC-campagne. Hij meent dat deze campagne

pas été très longue. Elle est née juste avant le sommet de Copenhague et on a appris par la suite qu'un certain nombre d'entreprises pétrolières avaient contribué au financement des mouvements anti-GIEC. Les deux erreurs dans le rapport du GIEC ont été reconnues et corrigées par le GIEC et le GIEC a encore renforcé ces mécanismes internes de vérification des données qui sont déjà extrêmement stricts. On n'a vraiment plus du tout senti que cette fronde anti-GIEC était présente avant ou pendant le sommet de Copenhague.

Le ministre répond à Mme Van dermeersch que le sommet de Cancún n'a pas donné lieu à des preuves scientifiques mais que ce n'était pas le but. Les preuves scientifiques se trouvent dans les rapports du GIEC. À Cancún, les négociateurs se basent sur les rapports du GIEC. Quant à la question sur les changements concrets, le ministre répond que rien n'a changé concrètement. Le but du sommet de Cancún n'est pas de prendre de mesures concrètes qui doivent être appliquées immédiatement dans les États membres. L'objectif consiste à fixer un régime climatique international à partir duquel des mesures seront élaborées qui devront ensuite être transposées en législation interne. On ne peut donc pas dire à présent ce qui a changé concrètement pour la Belgique. Il faudra attendre les suites de ce régime climatique international.

Enfin, le ministre répond à la question de Mme Arena sur le protocole de Kyoto. Il explique qu'à Cancún, on devait montrer que l'on continuerait sur les pistes de Kyoto mais on ne pouvait pas s'y accrocher tout simplement non plus. Selon le ministre, la force du protocole de Kyoto réside dans le fait qu'il s'agit d'un régime contraignant, même si un régime contraignant a toujours ses limites. Le ministre renvoie aux paroles de son collègue indien Ramesh : « Que je sache, le Canada n'a pas respecté ses engagements et le premier ministre canadien n'est pas en prison ». Le régime de Kyoto est contraignant mais sans moyens de sanctions à la fin. Il s'agit donc d'un régime contraignant un tant soit peu volontaire quand même qui reste néanmoins juridiquement plus solide qu'un régime de simple engagement volontaire de l'ensemble des parties.

Selon le ministre, la faiblesse majeure du protocole de Kyoto est qu'il ne concerne qu'un certain nombre de pays qui ne couvrent qu'un quart des émissions globales. La force d'un accord comme celui de Copenhague et de Cancún réside dans le fait qu'il concerne presque tous les pays du monde : les pays industrialisés, le pays émergents en les pays en développement. Tout ceci ne veut pas dire qu'il faille abandonner Kyoto. Depuis des années on avance sur deux voies parallèles différentes. Les pays qui étaient membres du protocole de Kyoto travaillent sur ses suites. Il s'agit également d'un signal des pays industrialisés à l'égard des pays émergents. Les pays industrialisés reconnaissent leur responsabilité histo-

niet lang geduurd heeft. Zij is begonnen net voor de top van Kopenhagen; nadien is gebleken dat een aantal oliemaatschappijen de anti-IPCC-bewegingen mee hadden gefinancierd. Het IPCC heeft de twee fouten in het verslag toegegeven en verbeterd en de interne verificatie-procedures voor de gegevens nog aangescherpt. Tijdens de top viel van deze anti-IPCC-opstand niets meer te merken.

De minister antwoordt mevrouw Van dermeersch dat de top van Cancún geen wetenschappelijke bewijzen heeft opgeleverd maar dat dit ook niet de bedoeling was. De rapporten van het IPCC bevatten de wetenschappelijke bewijzen. In Cancún hebben de onderhandelaars zich op de verslagen van het IPCC gebaseerd. Op de vraag over concrete veranderingen antwoordt de minister dat er concreet niets veranderd is. De top van Cancún is niet bedoeld om tot concrete maatregelen te komen die meteen in de lidstaten moeten worden uitgevoerd. Het is de bedoeling tot een internationaal klimaatstelsel te komen van waaruit maatregelen worden opgesteld die vervolgens in interne wetgeving worden omgezet. Er kan nu dus nog niet gezegd worden welke concrete veranderingen er zijn voor België. Daarvoor is het wachten op de gevolgen van dit internationale klimaatstelsel.

Tot slot antwoordt de minister op de vraag van mevrouw Arena over het Kyoto-protocol. Hij verduidelijkt dat in Cancún moest worden aangetoond dat verder werd gegaan op het pad dat met Kyoto was ingeslagen, maar dat men zich daar niet toe beperkt. Volgens de minister is de kracht van het Kyoto-protocol dat het een dwingend stelsel is, dat evenwel ook zijn grenzen heeft. Hij verwijst naar zijn Indische collega Ramesh die stelde dat Canada bij zijn weten zijn verbintenissen niet is nagekomen en dat de Canadese premier niet in de gevangenis zit. Kyoto is wel bindend maar zonder dat daar sancties tegenover kunnen staan. Het is dus een min of meer vrijwillig dwingend stelsel dat toch juridisch sterker staat dan een eenvoudig vrijwillig engagement van alle partijen.

Volgens de minister is de grootste zwakte dat het Kyoto-protocol slechts betrekking heeft op een aantal landen die slechts een kwart van de wereldwijde uitstoot voor hun rekening nemen. De kracht van een akkoord als Kopenhagen en Cancún is dat het betrekking heeft op bijna alle landen van de wereld : de industrielanden, de groeielanden en de ontwikkelingslanden. Natuurlijk hoeft Kyoto niet afgeschaft te worden. Er wordt al jaren op twee manieren vooruitgang geboekt. De landen van het Kyoto-protocol werken daar aan voort. Het is ook een signaal van de industrie- aan de groeielanden. De industrielanden erkennen hun historische verantwoordelijkheid en geven toe dat zij een groot deel van de inspanningen

rique et ils admettent qu'ils doivent assumer une grande part des efforts en s'imposant des contraintes à eux-mêmes. En même temps il faut avancer au niveau du régime parallèle des engagements volontaires des pays émergents et des pays en développement. Il faudrait développer un système de vérification de ces engagements pour être sûr qu'ils ont bel et bien été rendus. Les deux voies devraient converger progressivement pour qu'un accord global juridiquement contraignant puisse être déposé au sommet de Durban ou après le sommet de Durban. Cet accord devrait assurer la comparabilité et la cohérence de l'ensemble. Dans ce sens, l'après-Kyoto garde évidemment tout son sens au niveau juridique et en termes d'engagement politique.

#### IV. VOTES

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 18 membres présents.

*Les rapporteurs,*

Marie ARENA.  
Cécile THIBAUT.

*Les présidents,*

Frank VANDENBROUCKE.  
Rik TORFS.

moeten leveren door zichzelf beperkingen op te leggen. Tegelijk moet er vooruitgang worden geboekt in het parallelle stelsel van de vrijwillige engagementen van de groei- en ontwikkelingslanden. Er moet een verificatieprocedure worden opgesteld om na te gaan of deze engagementen wel degelijk zijn nagekomen. Beide stelsels moeten uiteindelijk leiden tot een juridisch bindend wereldwijd akkoord tijdens of na de top van Durban. Dit akkoord moet zorgen voor een coherent geheel. Het post-Kyoto-beleid behoudt dus zijn waarde op juridisch vlak en inzake politiek engagement.

#### IV. STEMMINGEN

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 18 aanwezige leden.

*De rapporteurs,*

Marie ARENA.  
Cécile THIBAUT.

*De voorzitters,*

Frank VANDENBROUCKE.  
Rik TORFS.